

En outre, nous ne faisons aucune discrimination à l'égard du Québec. Les programmes seront supprimés dans tout le pays. Nous comprenons tous que les programmes PCR et PITRC ont été couronnés de succès et j'en conviens avec mon honorable ami. Cependant, le temps est venu où les Canadiens ne peuvent plus être subventionnés dans tous les domaines. Nous économiserons plus de 800 millions de dollars en mettant fin à ces programmes et ces fonds serviront directement à épouger une partie du déficit.

● (1420)

**M. Gagliano:** Monsieur le Président, à en croire la députée, le gouvernement libéral n'a rien fait de bien.

Je sais cependant que ce programme, que le gouvernement conservateur souhaite supprimer, est fort apprécié. Les Québécois sont fort inquiets car, à compter du 31 mars, le programme cessera d'exister. Le gouvernement a en effet annoncé le 8 novembre dernier son intention de le supprimer. Il devrait au contraire en prolonger la durée d'au moins six mois, de façon à permettre aux personnes qui le souhaitent d'en profiter. Je ne comprends pas où veut en venir la députée. Je n'ai certainement pas parlé d'injustice, mais j'ai déclaré que le Québec était le principal bénéficiaire du programme et que l'on privait les Québécois de ses avantages après le 31 mars.

**M. McDermid:** Monsieur le Président, d'après le député de Saint-Léonard-Anjou (M. Gagliano), le gouvernement était prêt à hypothéquer l'avenir du pays. Je trouve son observation intéressante.

Nous avons succédé à un gouvernement qui avait près de 200 milliards de dollars de dettes. Cette année, le déficit atteindra les 35 milliards de dollars. Le député accuse notre gouvernement d'hypothéquer l'avenir du Canada, alors que le gouvernement doit emprunter pour financer ce programme, et donner cet argent aux contribuables canadiens pour les convaincre d'isoler leur maison et de remplacer le chauffage au mazout par autre chose. Je crois que les Canadiens sont plus intelligents que cela. On n'a pas besoin de les acheter. On doit les renseigner sur l'importance de ne plus chauffer leur maison au mazout, mais de l'isoler et de profiter de la chaleur du soleil et des énergies renouvelables. Mais il est plutôt facétieux de la part du député de venir dire à la Chambre que le gouvernement est en train d'hypothéquer l'avenir du Canada.

**M. Gagliano:** Le député a dit que le gouvernement devait emprunter de l'argent pour offrir ce programme aux Canadiens afin que ceux-ci puissent réduire leurs frais de chauffage et investir les économies ainsi réalisées. Je crois que c'est une bonne chose. Toutefois, il ne se rend pas compte que le gouvernement refuse de donner de l'argent aux Canadiens. C'est là que réside le problème.

**M. McDermid:** C'est leur argent!

**M. Gagliano:** A la fin du compte, le gouvernement actuel va pousser le pays à la faillite.

**M. MacLellan:** Monsieur le Président, le secrétaire parlementaire a dit que le programme coûtait de l'argent aux Canadiens. Mais le programme prive d'argent ceux qui peuvent le moins se permettre d'en être privés. Il était destiné aux consommateurs, aux personnes à faibles revenus ou à revenus fixes et aux chômeurs. Tels étaient les gens qui se prévalaient du programme, et ce sont eux qui se trouveront perdants.

### *Remplacement du mazout—Loi*

Le secrétaire parlementaire a parlé du déficit. Or le déficit s'est encore accru depuis que le gouvernement actuel est au pouvoir. Le gouvernement ne peut même pas déposer son budget ni nous dire la date où il le déposera. Il ne s'agit pas que des fonds que le programme distribuait aux consommateurs, car il procurait également des renseignements, des lignes directrices et un service gratuit de communication interurbaine permettant aux intéressés de poser au téléphone des questions au sujet des programmes d'isolation thermique et de remplacement du mazout. C'est très important. Il s'agissait de programmes, d'aide et d'idées dont les gens avaient besoin. Nous n'avons pas encore entendu parler de ce que le gouvernement fera à cet égard ni des renseignements qu'il fournira aux Canadiens.

Le député pourrait-il nous dire ce que cela va changer dans sa circonscription lorsque les gens ne pourront plus obtenir de renseignements du gouvernement ni l'assurance que les chaudières et appareils de chauffage qu'ils voudront installer seront approuvés par l'ACNOR ni même qu'il s'agira d'appareils qui en respecteront les normes?

**M. Gagliano:** Monsieur le Président, au 1<sup>er</sup> avril, quand ce programme prendra fin, un grand nombre de propriétaires, surtout au Québec, ne pourront plus remplacer leur système au mazout par un autre, l'électricité ou le gaz naturel. A Montréal, notamment, le réseau de gaz naturel n'est pas très étendu et l'hiver trop rigoureux a empêché d'installer les conduites qui auraient permis aux gens de s'abonner au gaz. Le début d'avril serait sans doute le bon moment de reprendre les travaux de prolongement du réseau, mais le programme aura cessé. Je suis persuadé également que l'abolition du programme va supprimer de nombreux emplois.

**M. Waddell:** Monsieur le Président, beaucoup de conservateurs, dont le secrétaire parlementaire, ont dit qu'il fallait supprimer le programme parce que nous sommes en période d'austérité. Ils veulent laisser aux gens le soin d'investir et refusent de subventionner les consommateurs. Ils disent que parce que les Canadiens sont sensés, ils vont investir dans le marché.

Une économiste montréalaise, Diane Bellemare, a présenté un mémoire à la Commission d'enquête Macdonald, dont je voudrais citer un passage:

Les subventions sont peut-être nécessaires pour encourager les gens à utiliser des formes d'énergie plus efficaces. Sans elles, les consommateurs pourraient ne pas être en mesure de faire l'investissement nécessaire pour économiser ou pour passer à une autre forme d'énergie, soit parce que leurs revenus sont insuffisants, soit parce qu'ils estiment que tôt ou tard les prix reviendront à des niveaux plus intéressants.

Je me demande si le député est d'accord. A-t-il constaté dans sa circonscription que les économiquement faibles n'ont pas l'argent pour investir? A-t-il constaté que les gens étaient prêts à dépenser de l'argent sans obtenir de subventions du gouvernement? Il s'agit, il ne faut pas l'oublier, d'un programme de un million de dollars, alors que le secteur pétrolier reçoit des subventions d'encouragement se montant à 1.6 milliard. Les subventions du Programme d'encouragements du secteur pétrolier constituent aussi une contribution directe du gouvernement. Nous sommes dans une économie interventionniste, ce n'est plus une économie de marché libre. Tous ceux qui pensent que en matière d'énergie, nous sommes dans une